

MAIRIE DE DRAGUIGNAN



DÉPARTEMENT

DU VAR

ARRETE TEMPORAIRE DE CIRCULATION N°A-2020 - 1808

Richard STRAMBIO, Maire de la ville de Draguignan,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-28, L. 2212-1 à L. 2213-6 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le Code de la route;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie - signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal du 08 janvier 1963 portant réglementation de la circulation et du stationnement sur la commune de Draguignan ;

Vu l'arrêté municipal n°A-2017.2139 du 25 octobre 2017 portant réglementation sur une partie du territoire de Draguignan ;

Vu le règlement de voirie communal du 25 novembre 2019 ;

Considérant la demande du 4 août 2020, présentée par Société d'Exploitation E.C.E demeurant 165 avenue de Genêts, ZAC des Ferrières, 83490 LE MUY, concernant des travaux de mise en discrétion des réseaux électriques pour le compte de la Ville;

Considérant leur demande de renouvellement du 16 novembre 2020 ;

Considérant qu'il convient de permettre la réalisation des travaux cités ci-dessus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur le boulevard du Maréchal Foch (dans sa partie comprise entre le rond point du 4 Décembre 1974 et son intersection avec la rue Jean Aicard) :

- Le stationnement est interdit et considéré comme gênant sauf aux véhicules du pétitionnaire ;
- La circulation piétonne est déviée selon l'avancée du chantier ;
- La vitesse est limitée à 30 km/h.

Sur le boulevard de la Liberté, au droit du n°19:

- Le stationnement est interdit et considéré comme gênant sur deux emplacements sauf aux véhicules du pétitionnaire ;
- La circulation piétonne est déviée selon l'avancée du chantier ;
- La vitesse est limitée à 30 km/h.

ARTICLE 2: Cette réglementation commencera à courir le

LUNDI 23 NOVEMBRE 2020 et ce, pour une durée de DEUX MOIS.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie) et au manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire émis par le Ministère de l'équipement, des transports et du logement.

Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux qui est et demeure entièrement responsable de tous incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Les panneaux seront entièrement rétro réfléchorisés et mis en place au moins 48 h avant le début des travaux.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 4 : Les officiers de police judiciaire territorialement compétents sont autorisés en conséquence, à faire appel à un garagiste agréé par les services préfectoraux pour procéder à l'enlèvement de tout véhicule en stationnement irrégulier.

Les frais de telles interventions sont à la charge des contrevenants

ARTICLE 5 : M. le Directeur général des services,

M. le Directeur général des services techniques,

M. le Chef de la police municipale,

M. le Commissaire principal de police,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle, conformément aux termes de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

DRAGUIGNAN, le 19.11.20

P/Le Maire,

Le Directeur général des services techniques,


Richard VARENNE